

DP

# DOMAINE PUBLIC

**Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse**

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

*En continu, avec liens et commentaires, sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch)*

DP2219

Edition du  
24 septembre 2018

DANS CE NUMÉRO

---

**Ne pas confondre élection du Conseil fédéral et désignation de ses membres**  
(François Brutsch)

Leuthard et Schneider-Ammann sont libres de démissionner quand ils veulent. Et rien ne leur interdit de s'entendre...

**L'Europe sociale n'existe pas: pourquoi Paul Rechtsteiner a raison** (Wolf Linder)  
La Cour de justice de l'UE nivelle abusivement des politiques nationales légitimes

**Brésil: le combat pour la survie des peuples indigènes** (Sébastien Boillat)  
Le regard d'un chercheur suisse au Congrès international d'ethnobiologie

**Les armes dans le cinéma d'imagination** (Jacques Guyaz)  
«Fantastique! Armes et armures dans les mondes imaginaires», exposition à voir jusqu'au 2 décembre 2018 au Château de Morges

# Ne pas confondre élection du Conseil fédéral et désignation de ses membres

Leuthard et Schneider-Ammann sont libres de démissionner quand ils veulent. Et rien ne leur interdit de s'entendre...

François Brutsch - 23 septembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33717>

A force d'être répétée, une légende finit par acquérir le statut de fait incontestable. Et cela d'autant plus lorsqu'elle est colportée par des personnes qui présentent toutes les apparences de la crédibilité et devraient vraiment être mieux informées.

Comme en l'occurrence les spécialistes de la politique fédérale du quotidien de référence en Suisse romande, *Le Temps*, qui brodent sur la fin de carrière de [Johann Schneider-Ammann](#) en postulant qu'il a un mandat de conseiller fédéral à remplir jusqu'au terme de la législature, fin 2019. Or rien n'est moins conforme aux usages du régime politique suisse, qui n'est ni parlementaire, comme l'Allemagne et la plupart des pays d'Europe (le gouvernement émane du parti ou de la coalition majoritaire au Parlement), ni présidentiel, comme les Etats-Unis (stricte indépendance entre exécutif et législatif, qui tiennent tous deux leur pouvoir de l'élection populaire).

En Suisse, l'exécutif est, depuis la première élection en 1848, assumé de manière collégiale par sept personnes désignées individuellement par l'Assemblée fédérale et

soumises à réélection après chaque renouvellement du Conseil national ([art. 85](#) de la Constitution de 1848, [art. 175](#) actuel). Il administre plus qu'il ne gouverne. Un système certes curieux, que nul n'a imité, mais qui s'est montré flexible et fonctionne [depuis 170 ans](#). Dans la pratique, le mandat prend fin par la démission ou le décès: seuls quatre membres du Conseil fédéral sur [117 à ce jour](#) se sont vu refuser une réélection.

Des sept premiers élus, dont les mandats ont duré entre 6 et 27 ans, quatre sont morts en fonction, un n'a pas été réélu et seulement deux ont démissionné, pour une fin de législature - de quoi donner l'impression que les pères fondateurs avaient en tête une forme d'élection à vie... Ce n'est plus le cas: le dernier conseiller fédéral décédé en fonction, Willi Ritschard en 1983, avait de fait déjà notifié sa démission après 10 ans.

Dès le neuvième conseiller fédéral, la démission de convenance s'est instaurée, et c'est elle qui a fini par devenir l'usage: depuis 1919, [70%](#) des démissions interviennent en cours de législature (77% depuis 2000). Ce qui n'empêche nullement les départs coordonnés, comme

ceux de Tschudi, Bonvin et Celio en 1973 - à mi-législature.

La formalité solennelle de début de législature ne prend un tour politique que dans un cas rarissime: celui où une majorité de l'Assemblée fédérale est déterminée à remplacer un ou une membre du collège qui se représente. C'est ce qui s'est produit en 2003 avec le «*coup*» de Christoph Blocher (UDC) élu à la place de la conseillère fédérale PDC Ruth Metzler, puis quatre ans plus tard avec le contre-coup de l'élection d'Eveline Widmer-Schlumpf éjectant Blocher.

L'usage, la pratique des institutions sont ainsi le contraire de ce que croit *Le Temps* - ou propagent celles et ceux qui voudraient remplacer en Suisse l'ennuyeuse démocratie de concordance (démocratie directe, représentation proportionnelle et recherche permanente du consensus le plus large possible) par une supposée stimulante démocratie d'alternance (gouvernement s'appuyant sur une majorité parlementaire liée par un accord de coalition et combattue par une opposition, impliquant de fait la disparition de la démocratie directe): la

composition du gouvernement est indépendante du résultat des élections fédérales. Et c'est très bien ainsi.

Dans le Conseil fédéral actuel, seuls deux membres ont été élus à l'occasion du renouvellement quadriennal du collège: Guy Parmelin en 2015, lorsqu'Eveline Widmer-Schlumpf prit avec dignité un congé forcé dans des circonstances assez extraordinaires, et Alain Berset en 2011, en raison d'une démission de Micheline Calmy-Rey calculée pour créer un

*buzz* en faveur du PS en année électorale. Elle suivait l'exemple d'Otto Stich en 1995. Mais lui au moins avait fait en sorte que son successeur, Moritz Leuenberger, soit élu un 29 septembre - et soumis à réélection le 6 décembre!

S'ils ont à cœur l'indépendance de l'exécutif et la stabilité des institutions, les membres du Conseil fédéral doivent en réalité éviter de troubler la fin de la législature.

Comme Doris Leuthard, Schneider-Ammann s'est

conformé à l'innovation introduite par Ruth Dreifuss en 2002 (l'année précédant le renouvellement du Conseil national...), renonçant à jouer d'un relatif effet de surprise en annonçant publiquement son prochain départ avant de le notifier. S'il veut rendre un ultime service au pays, JSA devrait coordonner sa démission avec celle de Leuthard, pour ouvrir le jeu des multiples critères à considérer par les parlementaires pour le choix des prochaines ou prochains titulaires. A fixer entre fin 2018 et mi-2019...

## L'Europe sociale n'existe pas: pourquoi Paul Rechtsteiner a raison

La Cour de justice de l'UE nivelle abusivement des politiques nationales légitimes

Wolf Linder - 24 septembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33726>

«Pas d'accord-cadre avec l'Union européenne sans protection autonome des salaires!» Cette déclaration de Paul Rechsteiner, le président de l'Union syndicale suisse, m'a fait penser à un [essai](#) déjà ancien du politologue allemand Fritz Scharpf: *Pourquoi l'UE ne peut devenir une économie sociale de marché.*

Cette analyse remettait en question des représentations bien établies: une Europe sociale, c'est un espoir pour la gauche européenne et une crainte pour les néolibéraux. Un stéréotype répété à l'infini n'en devient pas véridique pour

autant.

### Les juges créent le droit

Pourquoi pas d'Europe sociale? Selon Scharpf, cela tient à l'inflation du droit créé par les juges. L'élargissement à de nouveaux membres a rendu l'Union plus hétérogène. Le développement du droit communautaire par la voie politique s'est révélé plus difficile, échouant plus souvent face à des intérêts opposés et à cause du veto de certains pays.

Des esprits astucieux ont alors trouvé une issue à cette «euroscélérose»: la Cour de

justice de l'Union européenne (CJUE) qui, contre la résistance de certains gouvernements et tribunaux nationaux, a imposé l'application directe du droit européen et sa primauté sur le droit national. Mais le véritable moteur de cette évolution réside dans le fait que la Cour a transformé en droits individuels les obligations des Etats-membres de lever les barrières douanières et de garantir la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes.

Les obligations initiales faites aux Etats de légiférer pour harmoniser les barrières

douanières sont devenues des «libertés fondamentales» de l'Union pouvant être invoquées contre le droit national. Et l'interprétation extensive de ces libertés a permis d'attaquer et de faire annuler presque chaque réglementation nationale considérée comme une barrière «effective ou potentielle», «directe ou indirecte» à la libre circulation.

Cette procédure favorise les entreprises actives sur le marché européen qui peuvent ainsi défendre leurs intérêts par voie judiciaire à Strasbourg. La population résidente, non mobile, et les entreprises locales jusqu'ici favorisées par les réglementations nationales ne disposent pas des mêmes facilités d'accès à la justice européenne. A cette asymétrie s'en ajoute une seconde: la CJUE peut libéraliser et déréglementer les législations nationales sans se préoccuper des conséquences économiques et sociales de ses décisions. Exemple: au nom de la non-discrimination elle a reconnu le droit de s'inscrire dans les facultés autrichiennes aux étudiants en médecine allemands voulant éviter tout à la fois le *numerus clausus* et les taxes élevées pratiqués dans leur pays. Selon la CJUE, l'Autriche aurait pu en revanche introduire elle aussi un *numerus clausus* et des taxes plus élevées...

Appliquer le critère de non-discrimination à une politique nationale visant tout à la fois à rendre abordables les études de médecine et à augmenter

l'effectif de médecins indigènes n'est pas pertinent. Pour Scharpf, une telle application de la non-discrimination ignore les différences politiquement voulues et démocratiquement légitimées dans la structure des prestations sociales.

### **Pas de contreponds politique pour l'économie sociale de marché**

Seules des solutions législatives décidées par le Conseil des ministres et le Parlement européen, sur proposition de la Commission, pourraient atténuer ou empêcher les effets problématiques de la libéralisation et de la dérégulation, par exemple ceux provoqués par la libre circulation des personnes. Mais ces solutions échouent fréquemment faute de consensus. Selon Scharpf, cette «absence de solutions politiques touche tout particulièrement les pays se réclamant de «l'économie sociale de marché». Car «l'intégration négative par un droit créé par les juges et non corrigéable par le pouvoir politique ne touche pratiquement pas l'économie de marché libérale. Par contre, elle mine les institutions et la pratique politique de l'économie sociale de marché qui, de ce fait, se rapproche des structures de l'économie de marché libérale».

D'après Scharpf, la forte dynamique du droit judiciaire en faveur de la libéralisation, d'une part, et les faibles chances de voir l'UE corriger

ce droit, d'autre part, ne laissent qu'une issue: contrairement à l'objectif d'une économie sociale de marché proclamé par le traité de Lisbonne, l'ordre économique de l'Union se rapproche de plus en plus du modèle libéral. Un modèle qui harmonise les politiques sociales et les acquis sociaux des Etats membres à un très bas niveau.

Dans cette perspective, le refus de Rechsteiner de négocier sur la protection des salaires prend une nouvelle signification. Rappelons tout d'abord ce que beaucoup ont oublié: les mesures d'accompagnement en droit suisse furent le prix à payer aux syndicats pour qu'ils soutiennent les accords bilatéraux. Or, depuis des années, l'UE taxe de protectionnistes ces mesures, que le Conseil fédéral a jusqu'à présent défendues.

Mais lorsque Bruxelles exige maintenant l'ouverture de négociations sur la protection des salaires, c'est pour affaiblir cette protection. Qui accepte de négocier sachant qu'il ne peut qu'être perdant? Sûrement pas un syndicaliste comme Rechsteiner! Le Conseil fédéral aurait dû le savoir en lançant son invitation aux partenaires sociaux. Car il s'agit de beaucoup plus que de questions techniques telles que le fameux délai de 8 jours ([DP 2213](#)). C'est la détermination des mesures de protection des salaires qui est en jeu.

Avec l'accord-cadre, Bruxelles ne veut plus laisser à la Suisse le soin de réglementer seule

cette protection, qui serait dorénavant soumise à la jurisprudence dynamique de l'UE. Voilà le vrai problème. Cette solution nous conduirait tout droit à la situation décrite par Scharpf.

Les syndicats ont donc de bonnes raisons de s'opposer à un accord-cadre qui nous priverait de mesures d'accompagnement décidées de manière autonome. Paul Rechsteiner a sonné l'alarme à juste titre. La Berne fédérale semble comprendre qu'il s'agit d'une ligne rouge, tout simplement oubliée par Cassis et autres.

Voilà qui ne va pas rendre plus simples les négociations sur un accord-cadre. Et c'est pourquoi les partis politiques réclament à juste titre une pause. Car les faits ont changé et nous

oblige tous à tirer des leçons.

La gauche va probablement rester fidèle à sa ligne pro-européenne et soutenir un accord institutionnel sans affaiblissement de la protection des salaires, pour autant que Bruxelles y consente. Mais en prenant au sérieux l'évolution néolibérale de l'Europe, elle devra considérer l'UE de manière plus réaliste.

Les conflits d'intérêts entre capital et travail, historiquement endossés par les socialistes et les radicaux, reviennent au premier plan. Par contre l'affrontement au sujet de l'Europe, réduit par l'UDC à une question de survie, va perdre en importance. Car lorsque les faits évoluent, les représentations anciennes et enracinées doivent également évoluer, ce qui prend du temps.

L'exemple de la protection des salaires montre que la Suisse a de bonnes raisons de regarder de plus près et de manière critique la jurisprudence de l'UE, accord institutionnel ou pas.

Fritz Scharpf n'a jamais été un eurosceptique. Au contraire, il a toujours prôné l'intégration européenne. Son analyse lucide de la jurisprudence de l'UE a d'autant plus surpris les socialistes et les syndicats allemands, traditionnellement favorables à l'Europe, qui ont mis du temps à comprendre les enjeux. Aujourd'hui les syndicats allemands soutiennent Rechsteiner.

*Traduction et adaptation DP d'après l'original allemand. Une version de cet article paraîtra prochainement dans la [Weltwoche](#).*

## Brésil: le combat pour la survie des peuples indigènes

Le regard d'un chercheur suisse au Congrès international d'ethnobiologie

Sébastien Boillat - 19 septembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33706>



Certaines images ont le pouvoir de mobiliser les masses. Celui de choquer, d'indigner, de rassembler, de soulever. Telles [celle](#) de ce manifestant de la tribu de [Standing Rock](#) à cheval, face à la police américaine armée jusqu'aux dents. Ceux de ma génération se souviennent peut-être de [Raoni](#), ce chef amérindien du Brésil aux côtés du chanteur Sting, qui a fait le tour du monde pour défendre la forêt amazonienne. Un portrait, une image, une représentation.

En étant un peu provocateur, je peux écrire à la

manière de Magritte, en légende de la photo qui illustre cet article: «*Ceci n'est pas Raoni*».

Avec «*Ceci n'est pas une pipe*», formule devenue culte sur son célèbre tableau de 1929 montrant une pipe et intitulé *La trahison des images*, le peintre surréaliste voulait montrer qu'une image n'est jamais qu'une représentation de la réalité. Il n'est en effet pas possible de bourrer et de fumer la pipe montrée sur le tableau, comme s'il s'agissait d'une vraie pipe.

C'est parce que l'on confond représentation et réalité que les images nous trahissent. Et c'est précisément cette confusion qui devient la réalité. Les images ont une vie propre: elles créent notre réalité, et ceux qui les créent ont entre leurs mains le pouvoir des images.

Cet après-midi du 7 août 2018, c'est pourtant bien Raoni Metuktire en personne que j'ai devant les yeux. Lorsque le leader octogénaire entre en scène pour l'inauguration du [Congrès international d'ethnobiologie](#), à Belém do Pará au Brésil, la foule se lève dans un tonnerre d'applaudissements. Aussitôt son visage est caché par une forêt de bras levés, téléphones portables en main. A la sortie, les congressistes se pressent pour obtenir le summum de leur séjour à Belém: un *selfie* aux côtés de Raoni. Le grand chef Kayapo distribue ces opportunités avec parcimonie, s'entourant d'une aura encore plus imposante.

En retrait, une grande dame vêtue d'une large robe tonne de colère. «*Les Kayapos, toujours les Kayapos, et nous alors?*» C'est une représentante des *quilombolas*, villages fondés au cœur de la forêt, à l'époque coloniale, par des esclaves africains échappés des plantations. Certains peuplent le delta de l'Amazone depuis plus de 400 ans. Au podium de l'inauguration du congrès, trois Kayapos, une indigène des pampas, trois scientifiques, le recteur de l'Université et le gouverneur du Pará. Mais personne ne représente les *quilombolas*, raison de l'énerverment de notre acolyte.

Au congrès, ce sont les Kayapos, invités d'honneur officiels, qui ont entre les mains le pouvoir des images. Et on peut dire qu'ils en font large usage. A moitié nus, le corps décoré

de motifs peints au jus de *genipapo* et la tête coiffée de plumes multicolores, ils captent immédiatement l'attention du public. Et lorsqu'ils entonnent chants et danses, la foule est tétanisée.

Il faut dire que même à Belém, métropole amazonienne et capitale de l'Etat du Pará, il est plutôt rare de voir des Amérindiens, mis à part une poignée de petits vendeurs ou mendiants arpentant les rues. Pays le plus vaste et plus peuplé d'Amérique du Sud, le Brésil a aussi la plus faible proportion d'Amérindiens dans sa population: 0,6%. On y trouve par contre le plus grand nombre de groupes ethniques différents, plus de 200, et le plus grand nombre de [peuples non contactés](#) au monde.

Pour la première fois, le Congrès international d'ethnobiologie accueille la «*Foire Internationale de la socio-biodiversité*». Dans le hangar de conférences de Belém, une cinquantaine de stands proposent démonstrations culturelles, produits alimentaires et d'artisanat, instruments de musique, peintures et livres. L'offre est à la carte pour le congressiste-consommateur. Aikewara, Yawalapiti, Kamaiurá, Alto Solimões, les organisations indigènes ont pignon sur rue, tout comme les *quilombolas*, universités, gouvernements, entreprises. Tous rivalisent de créativité pour attirer l'attention du public, et les danses folkloriques, dans les stands ou sur la scène au centre du hangar, s'enchaînent sans un instant de répit.

C'est aux étages, sur les côtés du hangar, qu'ont lieu les présentations scientifiques du congrès. Devant une trentaine de personnes, je donne le compte-rendu de mon étude sur la contribution des peuples indigènes à la conservation des écosystèmes. Ma voix est presque couverte par le vacarme des performances folkloriques en contrebas, amplifiées par la terrible acoustique du hangar. Au congrès, la poignée de scientifiques internationaux fait pâle figure face au raz-de-marée d'organisations sociales brésiliennes. Ceux qui ne comprennent pas le portugais se sentent marginalisés, et certains se plaignent: «*Sommes-nous à un congrès, ou au carnaval?*»

D'autres, comme cette jeune américaine au sommet du crâne rasé dans le plus pur style Kayapo, sont enchantés. De son Midwest natal, elle est venue passer quelques semaines au village indigène. Volontaire mais surtout spectatrice de cet exubérant festival de musique folklorique. Un spectacle savamment ficelé, rappelant celui des campagnes des grandes ONG écologistes. La préservation de l'environnement n'est-elle pas devenue un vaste spectacle, fait d'images-chocs et de vidéos virales? Je pense à celle de cet [ours polaire](#) affamé fouillant les poubelles du grand Nord canadien. Un spectacle destiné à récolter des clics, des *likes*, et bien sûr des dons.

La sauvegarde du patrimoine biologique et culturel, cœur des préoccupations des ethnobiologistes, ne semble pas échapper à cette règle. La mise en scène serait parfaite, et le romantisme amazonien n'aurait rien à envier à celui de nos Alpes, si prisées par les touristes asiatiques. Après les faiseurs de montagne, voici les faiseurs d'Amazonie. Peuples indigènes de l'Amazonie, à vos costumes, dansez et chantez, et on vous prendra en photo, on vous filmera et on vous écouterait, et on fera la fête ensuite.

Mais ici au Brésil, tout n'est pas que carnaval. Plus tard dans la soirée, je suis témoin d'un «spectacle» un tant soit peu plus inquiétant. A la sortie du congrès, nous partons dîner dans un restaurant du centre de Belém avec quelques collègues européens. Rodizio (buffet à la brésilienne), avec grillades, manioc frit et poulet à toutes les sauces. A la table d'à côté, un groupe de convives d'une vingtaine de personnes s'affaire. Soudainement, ils se lèvent et scandent des slogans de campagne électorale. Ce sont des partisans de Jair Messias Bolsonaro, surnommé «[le Trump des tropiques](#)». Militaire de réserve et candidat de la droite dure à la présidence du Brésil, Bolsonaro caracole à la tête des sondages. Il a dépassé l'ancien président Lula da Silva, qui vient d'être exclu de l'élection par la cour électorale suprême.

Bolsonaro et son parti ont une idée claire du statut des peuples indigènes au Brésil. Lorsqu'il était déjà député, en [2004](#), Bolsonaro demanda comment il était possible que des «*Indiens*

*malodorants, sans éducation et sans savoir notre langue*» possèdent autant de terres. Pour lui, les terres indigènes tout comme celles des *quilombolas* devraient être mises en vente et ouvertes à l'exploitation.

De fait, les terres indigènes du Brésil regorgent de ressources naturelles âprement convoitées pour satisfaire la consommation mondiale. Malgré leur délimitation et leur statut légal, ces terres sont sous constante pression. Coupes de bois, élevage, soja, huile de palme, barrages, mines, puits de pétrole, les invasions de terres indigènes sont fréquentes, et les gouvernements locaux, élus par une majorité de colons, ferment le plus souvent les yeux. Et les moyens de la FUNAI, l'organe fédéral du ministère de la justice en charge de la protection des terres indigènes, sont bien limités.

Pis encore, ceux qui dénoncent ces menaces ou tentent de les contrer risquent gros. En Amazonie, les coupeurs de bois, les éleveurs et les planteurs ont la gâchette facile. Avec 70 personnes tuées dans des conflits environnementaux en 2017, dont 21 dans l'Etat du Pará, le Brésil détient le triste record mondial du nombre d'[assassinats](#) d'activistes écologistes et indigènes.

Sur fond de crise économique et politique, la campagne présidentielle au Brésil est le théâtre d'une violence sans précédent. Le 6 septembre, Bolsonaro a été poignardé par un forcené, suscitant l'indignation de toute la classe politique du pays, ses opposants inclus. Hospitalisé en urgence, il semble en voie de guérison. Le chef indigène [Jorginho Guajajara](#), tué par des coupeurs de bois et retrouvé le 12 août dans l'Etat du Maranhão, a eu moins de chance.

Pour les Kayapos et autres peuples indigènes du Brésil, le congrès d'ethnobiologie de Belém est l'une des rares opportunités de se faire entendre dans la capitale de leur Etat et dans leur pays. Ils n'y sont pas venus se produire en artistes pour amuser la galerie, pour promouvoir leur folklore, ou pour attirer les touristes. Ils sont venus pour se battre. Ils sont venus pour dire au monde entier que plus que jamais, leurs terres, leurs forêts, leur identité et leur existence sont

menacées. Ils sont venus pour crier leur révolte et leur inquiétude face à l'avenir dans un Brésil en pleine ébullition sociale et politique.

Le spectacle n'est pas là pour distraire, il est là pour mobiliser et c'est une arme vitale pour la survie des peuples indigènes. Leurs chants et

danses ne sont pas ceux des réjouissances, mais ceux de la guerre.

Ceci n'est pas un spectacle. Ceci est une guerre. Une guerre dans laquelle certains ont des armes à feu, et d'autres des images.

## Les armes dans le cinéma d'imagination

«Fantastique! Armes et armures dans les mondes imaginaires», exposition à voir jusqu'au 2 décembre 2018 au Château de Morges

---

Jacques Guyaz - 20 septembre 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33711>

Au cinéma les armes sont partout, dans les mondes de la science-fiction, comme *La guerre des étoiles* et ses 8 épisodes depuis 1977 ou encore les deux *Blade Runner*, sans parler des *Matrix*. Mais aussi dans d'autres univers, ceux des *Pirates des Caraïbes* ou du Moyen-Age fantastique inspiré de l'œuvre de Tolkien dans *Le seigneur des anneaux*. Des centaines de millions de spectateurs connaissent ces films par cœur et ont frémi en voyant les héros et les méchants se battre à coup d'épées, de sabre laser ou de revolvers.

Mais d'où provient l'inspiration des responsables des accessoires des productions cinématographiques qui doivent créer ces armes, fausses mais pas toujours, que nous voyons à l'écran? Le Musée militaire de Morges y répond dans une très jolie exposition intitulée:

[Fantastique! Armes et armures dans les mondes imaginaires](#), à

voir jusqu'au 2 décembre.

Les maisons de production sont très réticentes dans le prêt des accessoires de films. Le musée de Morges a donc réussi un petit exploit en réunissant une belle panoplie d'armes de cinéma, la plupart du temps issues de collections privées, en les comparant avec des armes véritables.

Et l'on constate que ces armes de cinéma sont parfois réelles, ou alors en vrai métal, avec des ajouts de fioritures pour leur donner une apparence exotique. Il est en effet nécessaire, pour le réalisme des scènes, que le poids de l'arme apparaisse dans la tension du bras et du corps de l'acteur, ce qui serait impossible avec, par exemple, une copie en polystyrène. De même, avec un vrai revolver, il est possible de tirer à blanc, ce qui accroît le naturalisme de la scène.

Les épées et les armes

blanches sont souvent des copies, sans le tranchant, d'armes réelles, à peine modifiées. Et l'on apprend que les producteurs anglo-saxons vont souvent chercher leur inspiration ... en Suisse. Nos mercenaires formaient les troupes d'élite de l'Europe de la fin du Moyen-Age au 18e siècle et nos musées militaires ainsi que les collectionneurs ne manquent pas d'armes de toute provenance ramenées par les survivants rentrés au pays.

La crédibilité historique n'est d'ailleurs pas le souci premier des réalisateurs de ces films. Dans les films de pirates, il est possible de repérer épées écossaises et rapières espagnoles, alors qu'il est impossible de se battre sur le pont étroit et encombré d'un bateau avec ces armes beaucoup trop longues. Les armes blanches à bord de la marine à voile étaient plutôt des sortes de grands poignards.



Dans les films fantastiques dont l'action se déroule au 20e siècle, les héros sont souvent équipés de revolvers Remington américains ou Webley irlandais. Mais le sens de la trouvaille historique des responsables des accessoires s'exerce surtout dans les films de science-fiction. Dans *Star Wars*, les fusils et autres revolvers sont souvent des

copies avec quelques ajouts d'armes allemandes de la deuxième guerre mondiale, soit des Luger et des Mauser.

Dans les derniers épisodes de *La guerre des étoiles*, les rebelles, autrement dit les gentils, sont équipés d'armes directement inspirées du SIG Sauer P226 suisse. Honneur à

l'entreprise de Neuhausen, désormais [Swiss Arms](#), qui détient la marque SIG Sauer et qui pourra donc se reconvertir dans les pistolets de cinéma le jour où les exportations d'armes réelles seront plus difficiles - ce qui n'est pas près d'arriver puisque le Conseil fédéral envisage d'[assouplir la vente d'armes](#) dans des zones de conflits.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

## Index des liens

### **Ne pas confondre élection du Conseil fédéral et désignation de ses membres**

<https://www.letemps.ch/suisse/johann-schneiderammann-tiendratil-jusquau-bout>

<http://mjp.univ-perp.fr/constit/ch1848.htm#con>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#id-5-3>

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste\\_des\\_conseillers\\_f%C3%A9d%C3%A9raux\\_de\\_Suisse](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_conseillers_f%C3%A9d%C3%A9raux_de_Suisse)

<https://interaktiv.tagesanzeiger.ch/2017/bundesrat-timeline/>

<https://www.defacto.expert/2018/05/02/demissions-conseillers-federaux/?lang=fr>

### **L'Europe sociale n'existe pas: pourquoi Paul Rechtsteiner a raison**

[http://www.mpifg.de/pu/mpifg\\_ja/ZSE\\_7\\_2009\\_Scharpf.pdf](http://www.mpifg.de/pu/mpifg_ja/ZSE_7_2009_Scharpf.pdf)

<https://www.domainepublic.ch/articles/33482>

<https://www.weltwoche.ch/>

### **Brésil: le combat pour la survie des peuples indigènes**

<https://fstoppers.com/documentary/one-iconic-photo-encompasses-essence-standing-rock-protest-155240>

[https://www.liberation.fr/planete/2017/04/23/standing-rock-c-est-la-lutte-tribale\\_1564744](https://www.liberation.fr/planete/2017/04/23/standing-rock-c-est-la-lutte-tribale_1564744)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Raoni\\_Metuktire](https://fr.wikipedia.org/wiki/Raoni_Metuktire)

<https://www.ise2018belem.com/englishversion>

[https://en.wikipedia.org/wiki/Indigenous\\_peoples\\_in\\_Brazil](https://en.wikipedia.org/wiki/Indigenous_peoples_in_Brazil)

<https://www.theguardian.com/environment/2017/dec/08/starving-polar-bear-arctic-climate-change-video>

<https://www.theguardian.com/world/2018/apr/19/jair-bolsonaro-brazil-presidential-candidate-trump-parallel>

<http://www.brasiloste.com.br/2004/04/desrespeito-aos-povos-indgenas-no-congresso/>

<https://www.theguardian.com/environment/2018/apr/17/murdered-indigenous-land-activist-adds-to-rising-death-toll-in-brazils-amazon>

[https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/08/21/mort-suspecte-d-un-leader-indigene-au-bresil\\_5344552\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/08/21/mort-suspecte-d-un-leader-indigene-au-bresil_5344552_3222.html)

### **Les armes dans le cinéma d'imagination**

<http://www.chateau-morges.ch/expositions/exposition-temporaire/>

<http://www.swissarms.ch/>

<https://www.humanrights.ch/fr/droits-humains-suisse/exterieure/economique-exterieure/materiel-guerre/conseil-federal-veut-affaiblir-legislation-exportations-darmes>